

Les nouveaux habits verts de la domination coloniale

mardi 3 avril 2007, par [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : février 2007).

L'Etat de Belize (Amérique centrale), s'enorgueillit d'un ambitieux projet environnemental : le Rio Bravo Conservation and Management Area (RBCMA). S'étendant sur cent mille hectares, ce projet englobe des forêts tropicales de montagnes, des pinèdes, des marécages, des formations herbacées ou ripicoles. La région abrite 341 espèces d'oiseaux et neuf espèces de mammifères classées comme menacées par la Convention internationale pour la biodiversité (CITES). Elle constitue un des maillons du couloir biologique centro-américain.

Le propriétaire des terres et gestionnaire du projet est « Programme for Belize », une grosse ONG qui brasse un budget annuel de 1,7 millions de dollars. « Programme for Belize » a vu le jour au début des années '90, après que la multinationale Coca-Cola ait décidé de donner 16.968 hectares de terres qu'elle possédait à une organisation américaine de conservation de la nature, laquelle voulait créer une réserve pour les oiseaux migrateurs. D'achats en donations, le domaine s'est étendu. Coca-Cola offrit un deuxième lot de 20.200 ha.

A la fin des années '90, une partie du RBCMA (environ 53.000 ha) a été transformée en projet pilote de « puits de carbone » forestier. Estimés à 2,5 millions de dollars, les coûts de ce projet sont supportés par des organisations environnementales et par un consortium d'entreprises américaines et canadiennes du secteur énergétique. Objectif : séquestrer 10 millions de tonnes de CO₂ en quarante ans et vendre les droits de polluer correspondants au prix de 2,2\$/tonne. Des 53.000 ha, 14.000 sont mis en réserve naturelle, le reste est consacré à l'exploitation forestière soutenable et au développement des communautés indigènes par la promotion de l'écotourisme.

« Programme for Belize » se plaint de l'incompréhension des communautés. Réticents face aux programmes qui leur sont proposés, les Mayas Icaiche préfèrent pénétrer dans la forêt pour se procurer du bois, cueillir des plantes, pêcher, chasser et pratiquer leur système traditionnel d'agriculture sur abattis-brûlis. Un coordinateur de l'ONG s'indigne : « *En tant que propriétaire privé de la terre nous avons à protéger les ressources naturelles, nous avons une mission à accomplir* ». Les limites du RBCMA sont donc patrouillées par des vigiles armés, et les incidents avec les communautés sont fréquents.

En réalité, l'écosystème que « Programme for Belize » prétend « protéger » est le produit de l'activité agroforestière des Indiens depuis plusieurs siècles. Derrière sa façade « écologiquement correcte », la « mission » de l'ONG n'est rien d'autre que l'appropriation des ressources naturelles et l'expropriation progressive des communautés. Les Indiens sont tout simplement priés de dégager leurs terres pour que celles-ci puissent servir à séquestrer du CO₂ produit par des entreprises américaines, et à vendre les droits y afférant. Dans la première moitié du XIX^e siècle, déjà, les conflits étaient fréquents entre les Icaiche et les compagnies exploitant le bois ou le caoutchouc. En 1860, les Icaiche ont été déplacés (n'ont pu rester dans la zone que ceux qui travaillaient pour les entreprises). Quand les ressources forestières ont baissé, les terres ont été rachetées et vendues, notamment à Coca-Cola qui voulait y cultiver des Citrus, puis changea d'avis et fit un don (profitable pour son image de marque).

A l'instar du RBCMA, beaucoup de projets de « développement propre » dans le cadre de Kyoto ne sont rien d'autre que les nouveaux habits verts de la domination coloniale.

Source : « Tyndall Center for Climate Change Research » : « How do CDM projects contribute to sustainable development », Juin 2004.